

Écologie politique et altermondialisme

PAR MICHEL LAMBERT

Les réserves d'eau douce et potable et les dernières forêts disparaissent à des rythmes effrénés. Les déserts poursuivent leurs avancées. Des espèces s'éteignent quotidiennement. La satisfaction des besoins élémentaires des populations les plus pauvres continue d'affaiblir les derniers écosystèmes. Sur un autre front, et malgré des pressions de plus en plus importantes, le capitalisme demeure avide et destructeur. L'extraction du pétrole des sables bitumineux canadiens, la coupe du bois en Amazonie comme au Québec, l'or sud-américain, les diamants africains, etc., continuent d'alimenter un système insatiable en ressources naturelles et prêt à tous les excès polluants pour se maintenir.

Alors que les effets des changements climatiques s'accroissent, alors qu'il est reconnu scientifiquement qu'il nous faudrait aujourd'hui 1,6 planète Terre pour supporter l'activité humaine, alors qu'il devient clair que notre action sur cette planète est plus grande que la capacité de régénération de celle-ci, la

question des droits environnementaux des générations futures est dorénavant posée. Prisme universel d'analyse du politique et du social, la compréhension des liens et surtout de l'incompatibilité entre la protection de l'environnement et le système capitaliste industriel représente le défi majeur pour l'avenir du mouvement altermondialiste.

Les enjeux dépassent largement les frontières. Des problèmes tels que l'amincissement de la couche d'ozone et le réchauffement climatique n'affectent pas uniquement les pays qui polluent le plus, et ils ne peuvent être résolus sans une intervention à l'échelle planétaire. Face à ce constat, les gouvernements sont lents et promeuvent encore et toujours un essor économique rétrograde, qui repose sur une industrialisation alimentée aux combustibles fossiles. La campagne électorale fédérale de 2008 au Canada a bien failli faire de la question environnementale un enjeu central, pour la première fois d'ailleurs. Mais l'essentiel des propositions avancées par les différentes formations politiques se sont limitées à un timide affrontement entre le « laisser-faire » conservateur et ces « nouvelles » idées qui reposent encore et toujours sur un invisible marché censé pouvoir se renouveler dans la mesure où nous saurions établir les bonnes balises. Même chez nous, les gauches tergiversent toujours sur la manière de faire diminuer l'appétit pour la consommation de masse sans faire régresser le peu d'acquis sociaux durement gagnés que nous avons.

Au mieux donc, en taxant les pollueurs, des gouvernements « verts » espéreraient que le marché puisse favoriser la mise en vente de produits « verts », éco-énergétiques, durables, etc. Des produits renouvelés, repeints en vert, ne modifiant que très peu le système de surproduction et de surconsommation capitaliste. Ces « changements » n'auraient que des conséquences marginales

en termes d'amélioration de la crise environnementale et aucun effet sur les changements climatiques. C'est l'*éco-capitalisme* et, à peu de choses près, cela nous maintient devant les mêmes défis.

Dans un système éco-capitaliste idéal, cette approche minimale en faveur d'une consommation « verte » pourrait être associée à une approche législative visant à limiter la production de polluants, à protéger les individus et les communautés contre eux-mêmes tout en contribuant à l'éducation environnementale. Mais même « éco-capitalistes », les gouvernements demeurent timides puisqu'ils tirent une bonne partie de leur appui de gens et d'entreprises qui polluent.

À l'échelle internationale, ces questions revêtent une connotation toute particulière quand on sait que l'essentiel de la pollution vient des pays très industrialisés, comme le Canada. C'est paradoxalement dans ces pays que, malgré les inégalités, s'est construite une plus grande « justice sociale » par une certaine redistribution, bien que très mince, d'une production beaucoup plus importante. Aujourd'hui, une foule de pays émergents – notamment les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) – aspirent minimalement au même niveau de vie que les pays du Nord, et ils ont toujours, pour l'instant, une empreinte écologique plus faible. Pour l'instant seulement, car le développement passe souvent entre autres par l'exploitation des ressources naturelles comme au Brésil où les « promoteurs » ont les yeux rivés sur l'Amazonie, poumon de la planète.

Au Brésil justement, c'est en tentant de concilier plus de « développement » pour 60 millions de Brésiliens, d'une part, et un air plus pur pour six milliards de terriens, d'autre part, que le gouvernement Lula s'est lancé en 2007 dans une gigantesque consultation nationale visant l'adoption de sa nouvelle politique

environnementale. Étala sur plusieurs mois, le processus a pu impliquer 100 000 Brésiliens dans tous les États du pays. La ministre de l'environnement d'alors, la progressiste Marina Silva, avait dirigé la consultation d'une main de maître, favorisant jusqu'à la fin la protection des écosystèmes brésiliens. Mais les pressions des promoteurs capitalistes locaux et internationaux eurent finalement raison d'elle qui, désavouée par son propre gouvernement, a dû ultimement remettre sa démission au lendemain de la clôture de la conférence finale.

Ce nouvel échec, d'autant plus troublant qu'il est le fait d'un gouvernement progressiste, repose encore les mêmes questions. Comment les aspirations des pays du Sud à une plus grande équité peuvent-elles être comblées sans que cela repose sur une production et consommation de masse entraînant davantage de destruction de notre écosystème? Est-ce que capitalisme et protection des écosystèmes sont compatibles?

Convergence des mouvements sociaux et environnementaux

Il faut repenser le développement. Sans un changement social et culturel, il n'y aura pas de demande de production verte et pas de pressions sur les gouvernements pour qu'ils agissent. Sans une approche législative, les changements tarderont à se faire à grande échelle et les insoucians annuleront les efforts des autres. Sans pressions sur l'appareil productif, nous n'aurons pas de solutions de rechange pratiques pour faire les choses autrement au quotidien. C'est évidemment en répondant à ces premières questions que la contribution des altermondialistes est précieuse parce qu'ils promeuvent des propositions des changements sociaux et culturels, qu'ils cherchent à encourager des valeurs non consuméristes et à concevoir le développement à l'aide d'objectifs qui ne sont pas ceux de la croissance économique à tout prix.

Mais il importe d'aller plus loin, car il n'est pas possible d'articuler ces changements sociaux dans une même vision d'ensemble sans intégrer des notions transversales d'écologie politique. Cette écologie va au-delà de la stricte étude du biotique et insiste sur les dimensions sociale, politique et culturelle organisant le rapport des humains à la nature. Plus que jamais, il importe de marier les mouvements altermondialistes aux mouvements écologiques!

De l'écologie à l'éco-socialisme

À l'avant-garde de la mouvance de l'écologie politique se retrouve l'éco-socialisme qui vise à fournir une alternative radicale au système capitaliste industriel par une politique économique basée sur des critères non monétaires, soit les besoins sociaux et l'équilibre écologique. Le but de l'éco-socialisme est de créer une nouvelle société fondée sur la rationalité écologique, le contrôle démocratique, l'égalité sociale, et où prédomine la valeur d'usage sur la valeur d'échange. L'existence de cette société suppose la mise sur pied d'une planification démocratique, d'objectifs d'investissement et de production et une nouvelle structure technologique au service des forces productives de l'humanité. En d'autres mots, elle exige une transformation sociale et économique révolutionnaire.

Pour arrêter le processus catastrophique du réchauffement climatique global avant qu'il ne soit trop tard, les éco-socialistes proposent des changements radicaux à trois niveaux : 1. dans le système énergétique, en remplaçant les combustibles fossiles qui sont responsables des effets de serre (pétrole, charbon) par des sources énergétiques propres comme les éoliennes ; 2. dans le système de transport, en réduisant de façon draconienne l'utilisation de camions et de voitures particulières et en leur substituant des moyens de transport publics

économiques et efficaces ; 3. dans les normes actuelles de consommation, basées sur la production de déchets, en faisant la promotion de la modération et de la simplicité volontaire ainsi que de la concurrence approuvée.

Cela n'est qu'une infime partie des propositions contenues dans le Manifeste éco-socialiste actuellement en cours de rédaction par le Réseau international éco-socialiste¹.

Construire une société durable

Le réchauffement climatique planétaire ne sera sans doute pas vaincu par la négociation de nouveaux traités. Comme l'a démontré l'exemple du protocole de Kyoto, le système capitaliste industriel ne favorise aucunement le respect de telles ententes qui vont à l'encontre de sa raison d'être. La solidarité internationale avec les opprimés et les victimes d'écocides peut agir sur ce point. Partout, les peuples autochtones sont à l'avant-garde de ces batailles en combattant des multinationales polluantes, l'agro-business toxique, les semences génétiquement modifiées envahissantes, ou encore les biocombustibles qui détournent le maïs vers les réservoirs des voitures au détriment des pauvres et des affamés. Ce sont des combats auxquels les altermondialistes doivent se joindre maintenant. La collaboration entre les mobilisations écologiques anticapitalistes dans le Nord et dans le Sud est maintenant une priorité stratégique.

En janvier 2009, le Forum social mondial se tiendra justement en Amazonie et revêtira par conséquent une forte couleur environnementale. Il sera, de plus, associé au premier Forum social « Science et Démocratie » visant justement à

1. Pour plus d'informations sur ce réseau et son manifeste, consultez son site : <http://www.ecosocialistnetwork.org>

construire des ponts entre le monde scientifique et la mouvance altermondialiste. Pour assurer la survivance de l'espèce humaine, les multiples mouvements qui seront présents à Belém doivent entreprendre de discuter de questions fondamentales liées non seulement au maintien mais aussi au développement des écosystèmes. Plus que jamais les forums sociaux nationaux, régionaux, internationaux et thématiques doivent viser les convergences entre tous les mouvements sociaux et les mouvements environnementaux de façon à assurer une intégration transversale du prisme d'analyse de l'écologie politique au sein des luttes. Des secteurs entiers de l'industrie et de l'agriculture doivent être revus, voire supprimés, alors que des solutions de rechange doivent maintenant être créées. Des processus de décision publics et démocratiques sur les changements nécessaires dans le financement du développement et dans la technologie doivent remplacer le contrôle par les banques, les sociétés transnationales et les gouvernements capitalistes afin de servir le bien commun et permettre l'établissement de sociétés durables.